

ILS ONT LANCÉ UN APPEL HIER

Des moudjahidine exigent le départ de Saâdani

La crise politique que traverse le pays a fait réagir des moudjahidine qui ont lancé un appel pour «la délivrance» d'un symbole de l'Algérie : le FLN. Les termes utilisés sont durs traduisant une vive inquiétude face à une situation incontrôlable.

Abla Chérif - Alger (Le Soir)

- Les quatorze signataires ont tous un point en commun : ce sont d'anciens combattants de l'ALN affirmant que la démarche enclenchée «est complètement désintéressée» et ne vise aucun autre objectif que de rendre au FLN «son honneur flétri et sa dignité foulée au pied par une clique de combinards sans vergogne».

L'accusation est nominative. «Nous dénonçons avec vigueur le sort réservé au FLN par l'aventurier Ammar Saâdani et sa camarilla de baltaguis». Le texte poursuit : «Des prévaricateurs et trafiquants de tous poils conglomérés autour d'un secrétaire

général tiré d'un marigot grouillant d'affairistes (...) économiquement véreux et politiquement immoraux (...) ont pénétré le corps même de ce parti pour le vider de sa substance vitale et l'infecter au point d'en faire un instrument de leur inavouable business». Leur objectif : «Pomper dans les ressources financières de l'Algérie le maximum qui puisse être puisé (...), établir des liens avec l'étranger de sorte à s'assurer dans l'impunité et l'immunité une retraite paisible (...) pour concrétiser leur plan, ils recourent à la capillarité du FLN et sa représentation à tous les échelons des structures étatiques depuis les communes jusqu'aux



Saâdani en mauvaise posture.

plus hauts niveaux de la représentation nationale.»

Au nom des héros de la Révolution, les signataires de ce texte appellent au départ imminent de Saâdani et de sa «bande»

et la libération du FLN. Parmi eux, le commandant Azzedine, Djillali Guerroudj et Zohra Drif.

Militant de la première heure, Djillali Guerroudj affirme que la démarche est le résultat d'un ras-

le-bol généré par «la situation dans laquelle nous vivons». «Je ne me reconnais pas en Saâdani, dit-il, qui est-il, où a-t-il milité ? Je veux un FLN représenté par une personne en laquelle je me reconnais. On dit que c'est le président de la République. Moi je voue de l'amitié à Bouteflika et personne ne peut m'en empêcher mais le problème dépasse largement ce cadre. Il concerne la patrie et son devenir.»

Le commandant Azzedine exprime lui aussi son ras-le-bol de «voir des aventuriers affairistes, pourris s'accaparer de ce sigle. Nous nous sommes tus mais aujourd'hui on ne peut plus garder le silence. Nous voulons cependant que la transition se passe en douceur. C'est fini, ils doivent passer le flambeau mais en toute démocratie».

A. C.

PRÉINSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

Plus de 55% des nouveaux bacheliers orientés selon leur premier choix

Plus de 55% des nouveaux bacheliers ont été orientés en fonction de leur premier choix, a indiqué hier le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. 2,86 des nouveaux bacheliers n'ont obtenu aucun des six choix exprimés dans leur fiche de vœux. Les nouveaux bacheliers peuvent introduire des recours jusqu'au 2 août prochain.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les nouveaux bacheliers sont enfin fixés sur leur sort. Les résultats des affectations sont connus depuis hier. Selon Tahar Hadjar, 55,36% des inscrits ont été orientés en fonction de leur premier choix, 69,59% ont obtenu leur deuxième choix et 77,86% leur troisième choix. 83,93 % des inscrits ont obtenu le quatrième choix, 89,01% le cinquième choix et 97,14% le sixième et dernier choix.

Par ailleurs, 02,86% des inscrits n'ont obtenu aucun de leurs choix et ont été orientés selon les résultats obtenus, a précisé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce dernier a indiqué que la période des recours est fixée jusqu'au 2 août prochain en ligne. D'ailleurs, selon lui, 57 recours ont été déjà enregistrés hier matin.

Les inscriptions définitives, quant à elles, débiteront jeudi prochain et se poursuivront jusqu'au 9 août. Selon le document du ministère de l'Enseignement supérieur, le nombre des nouveaux bacheliers ayant envoyé leurs fiches de vœux s'est élevé à 323 822 sur les 330 132 nouveaux bacheliers.

Le ministre a expliqué que l'opération d'orientation repose sur quatre facteurs : le vœu exprimé par le bachelier, les résultats obtenus, les capacités d'accueil et d'encadrement dont disposent les établissements d'enseignement supérieur ainsi que le facteur géographique.

Cette année, la moyenne exigée pour suivre la spécialité de médecine, a cité en exemple le ministre, est de 15,55. Pour la pharmacie 14,98 et pour la chirurgie dentaire 15,21. 16,12 est la moyenne requise pour rejoindre les classes préparatoires

intégrées en informatique à l'Ecole supérieure d'informatique et ce, pour la première priorité, à savoir les baccalauréats mathématiques et technique-mathématiques et 17,09 de moyenne pour le bac en sciences expérimentales. Pour la rentrée prochaine, le secteur recevra 1 623 000

étudiants inscrits dans différents cycles de la formation.

99 000 nouveaux sièges pédagogiques seront réceptionnés et 55 000 lits, portant ainsi les capacités d'accueil à 1 388 000 sièges pédagogiques et 682 000 lits. La rentrée universitaire 2016/2017 connaîtra

de nouvelles spécialités notamment en architecture, en urbanisme et dans les métiers de la ville. L'Ecole normale supérieure de Bouzaréah procédera à l'ouverture d'une formation en langue amazighe à la rentrée prochaine.

S. A.

POUR MENER À BIEN SON PROJET DE RÉFORME

Benghebrit s'entoure de «nouvelles compétences»

La ministre de l'Education nationale a entamé de gros bouleversements dans son secteur. Les premières mesures de ces changements seront appliquées à partir de la rentrée prochaine. L'amélioration de la qualité de l'enseignement ne peut se faire sans l'apport d'un personnel compétent, expérimenté et rodé en la matière, nous explique-t-on. Et c'est dans cet objectif que la ministre a décidé de s'entourer de nouvelles compétences.

Le ministère de l'Education a connu un mouvement dans plusieurs postes. Une démarche motivée uniquement par la valorisation des compétences seules à même d'opérer une avancée dans la restructuration du secteur de l'éducation nationale, selon une source autorisée au ministère de l'éducation.

Le mouvement, nous explique-t-on, est «naturel et rentre dans un cadre normal» comme cela se fait dans tous les autres départements ministériels. «La promotion est au cœur de ce mouvement effectué principalement, pour occuper des postes ayant été vacants», d'après notre source. D'ailleurs, il y a une centaine de CV et une série d'entretiens sur plusieurs niveaux avant de procéder à la promotion. Les personnels concer-

nés sont des proviseurs, inspecteurs ou responsables au niveau des directions de l'éducation qui «ont fait leur preuve dans la gestion», nous affirme-t-on. Ce mouvement, a été réalisé sur la base d'indicateurs de compétences.

«Ce sont des cadres qui ont prouvé leur efficacité, soit d'après les résultats scolaires pour les proviseurs et chefs d'établissements ou sur la base du travail effectué sur la formation et dans le domaine pédagogique pour les inspecteurs», est-il précisé.

Le changement, semble être le mot d'ordre au ministère de l'Education. La ministre de l'Education qui va entamer une nouvelle année scolaire sous le signe du changement estime certainement, selon notre source, que les nouveaux venus sont «mieux dans ces



Le changement semble être le mot d'ordre chez Benghebrit.

nouveaux postes». Cependant, au delà des personnes, le changement touchera aussi le volet pédagogique. En plus des nouveaux manuels scolaires que découvriront à la rentrée, les élèves de première et deuxième année primaire ainsi que ceux de la première année moyenne, la ministre de l'Education va s'attaquer à l'examen du baccalauréat.

L'examen va connaître une refonte totale, promet Benghebrit qui s'apprête à déposer la copie finale du projet de la refonte au gouverne-

ment. En septembre, le gouvernement devra annoncer la nouvelle formule du bac. D'autres réformes seront par la suite engagées pour les autres paliers de l'éducation.

Pour mener à bien son projet de modernisation du secteur et l'amélioration du système éducatif, la ministre de l'Education a fait appel à de nouvelles compétences.

L'amélioration de la qualité de l'enseignement ne peut se faire sans l'apport d'un personnel compétent et expérimenté, nous explique-t-on.

S. A.